



Communiqué de presse

Pratiques managériales arbitraires au Collège de Guillestre : Quatre surveillant·es mis·es à la porte cet été !

Dans un collège ou un lycée, les surveillant·es – que l'on dénomme sous le sigle d'AED (assistant.e d'éducation) – font partie des personnels essentiels à l'accueil des élèves.

Précaires parmi les précaires, les AED sont presque tou·tes employé·es sur des temps incomplets et sur des contrats d'un an renouvelables 6 fois avant de pouvoir obtenir un CDI.

Au quotidien et à chaque fin d'année scolaire, la question du renouvellement de leur contrat est une pression permanente. L'administration n'ayant pas à justifier son choix sauf devant un juge, l'arbitraire peut devenir la règle.

En cette fin d'année au Collège des Hautes Vallées de Guillestre, la cheffe d'établissement choisit de ne pas renouveler la moitié de l'équipe de la vie scolaire sans raison objective. Les AED en poste depuis 3 ans, et qui donnaient jusque-là toute satisfaction, sont envoyé·es pointer au chômage sans se soucier de leur situation familiale ou de la souffrance que cela génère.

Des surveillant·es mis·es à la porte... Pourquoi ?

Soutenu·es par le Conseiller principal d'éducation qui est le responsable de la vie scolaire dans l'établissement et qui loue leurs compétences professionnelles, en poste depuis 3 ans, iels sont celles et ceux qui connaissent le mieux l'établissement, les personnels, les élèves, les familles. Les parents d'élèves via leurs représentant·es FCPE leur ont aussi apporté leur soutien en Conseil d'administration. SUD éducation 05 et d'autres syndicats ont également rencontré la principale du Collège pour obtenir des explications sur ce refus de renouvellement de contrat inexplicable.

Mais que leur reproche-t-elle alors ?

De ne pas accepter sans discuter ses décisions, qu'elles qu'en soient les conséquences pour leur vie hors de l'établissement (contraintes familiales ou professionnelles) ; de ne pas être disponibles à tout moment pour assurer des remplacements et des nuits à l'internat ; de ne pas être « solidaires » (sic!) ; de ne pas aider à déménager le mobilier de l'internat alors que ça ne fait pas partie de leurs missions...

Rien qui ne remette en cause leur investissement et la qualité de leur travail auprès des élèves, des familles ou des enseignant·es de l'établissement !

Des surveillant-es mis-es à la porte... Pour quoi ?

À L'Argentière-la-Bessée l'an passé, à Guillestre cette année, des non renouvellements collectifs de tout ou partie des équipes d'AED se multiplient dans les Hautes-Alpes. Que recherchent les chef-fes d'établissement par ces décisions ?

À faire preuve d'autorité et faire démonstration de leur pouvoir ? À recruter des équipes d'AED plus précaires encore et prêtes à accepter d'être corvéables ? À avoir un personnel « à leur main » en toutes circonstances ? Par de telles décisions, les chef-fes d'établissement pensent résoudre les difficultés liées à un manque de personnel en recourant à des équipes novices et fragilisées par la précarité, qui accepteront plus facilement les injonctions de flexibilité de l'emploi du temps et les missions hors du cadre.

Le non renouvellement des AED du Collège de Guillestre est un exemple patent de la dérive des pratiques managériales dans le service public, de la précarité des contractuel·les employé·es par l'administration et de la violence institutionnelle dont peuvent faire preuve les chef-fes d'établissement.

SUD éducation 05 dénonce le non renouvellement sans raison d'AED au Collège de Guillestre.

Nous dénonçons la violence et l'injustice de ces décisions.

Nous demandons le renouvellement de l'ensemble des AED qui le souhaitent et appelons à un rassemblement le mardi 4 juillet à 17h30 devant le Collège afin de soutenir les AED non renouvelés.